

Le Courriel d'information

n°243 – Vendredi 08 juin 2001.

POUR UNE AUTRE EUROPE

Dans ce numéro

En bref...

1- Etonnants Paradis – Les paradis, les banques et les autres. Nos banques sont impliquées directement dans les pratiques parfois délictueuses des paradis fiscaux. Il s'agit non seulement de le leur rappeler mais aussi de faire pression afin qu'elles cessent de les soutenir, au moins par leur présence. La journée du 9 juin marque une étape importante de cette campagne et est une date de mobilisation à la fois en Andorre et à Jersey, mais aussi à Paris.
2- Rencontre avec le directeur de cabinet du premier ministre. A la demande du directeur de cabinet du Premier Ministre M Jospin, ATTAC s'est rendu au rendez-vous fixé pour le 6 juin. Une occasion de rappeler à la fois nos axes de lutte et nos propositions.
3- Cultures et mondialisation financières. Au Paraguay qui préside pour lors le Mercosur, un forum vient de se dérouler sur la diversité culturelle face à la mondialisation financière. Il réunissait politiques et écrivains, intellectuels, artistes et universitaires. En voici un compte-rendu.
4- Brèves d'OMC. Un nouveau cycle de négociations globales est annoncé avec la force des désespérés qui voudraient voir leur désir réalisé, rien n'est joué y répond le directeur général de l'OMC. Les Etats-Unis sont au centre d'un certain nombre d'affaire qui risque de faire du commerce international, un nouveau champ de bataille. Bien d'autres choses, dont un sondage international sur la mondialisation.
5- La disparition des papillons. C'est une guerre mondiale contre l'humanité. Néanmoins cette guerre ne prend pas les formes auxquelles nous étions accoutumés, guerre militaire, coloniale ou idéologique. Il s'agit d'une guerre sociale. En voici les caractéristiques.

Etonnants Paradis – Les paradis, les banques et les autres

Par Grain de sable

L'action d'interpellation des différentes banques françaises, de vos banques, quant à leurs implications dans les paradis fiscaux par l'entremise de leurs succursales ou filiales implantées dans ces territoires (un service rendu à leurs meilleurs clients) s'amplifie. Elle fait partie de la campagne « 2001. Europe : Tobin tout de suite ! » Des banques du reste répondent aux lettre qu'elles reçoivent... où il n'est pas fait mention à leurs agissements propres, pourtant dénoncés, et aux paradis fiscaux (on se demande même s'ils existent). Par exemple la Société Générale « partage [nos] préoccupations », la BNP Paribas « y attache une attention très particulière », le Crédit agricole nie « posséder succursales ou filiales domiciliées dans un paradis fiscal » (1), le Crédit lyonnais nous « remercie d'avoir porté ces informations à leur connaissance ». S'il y avait une palme d'or de la langue de bois, les banquiers seraient certainement sur la première marche du podium.

(1) à propos du Crédit agricole : 27 succursales ou filiales dans au moins 11 paradis fiscaux, dont les si peu recommandables Bahrein, Labuan, Philippines, Gibraltar, Monaco, etc.. pour ne citer que ces exemples ; et sous les



noms de « Crédit Agricole Indosuez », « Banque Française de l'Orient », « Crédit Foncier de Monaco », « IWICS », etc... !

Comment participer à cette campagne d'actions ?
- Tous les groupes locaux en France ont reçu un kit de campagne comprenant une cassette vidéo et différents autres matériels à la fois d'explication et de formation, à la fois d'interpellation des banques, mais aussi des élus et des représentants. Il vous suffit dont de les contacter, http://attac.org/contact/
- Vous pourrez retrouver tous les documents écrits sur le site Internet http://attac.org/fra/asso/doc/doc54.htm

Dans le cadre de cette campagne deux actions « Etonnants paradis » auront lieu en France, qui recevront l'appui de différents ATTAC européens et de syndicats. La première en Andorre débutera Samedi 9 juin à Ax les Thermes attac09@attac.org pour en savoir plus. La deuxième à Jersey commencera vers 09h30 Place Lamennais à St Malo.

Nous vous rappelons que dans notre dernier numéro nous avions publié l'appel de Bruxelles pour une justice financière internationale. Si vous ne l'avez pas encore signé, il est temps de le faire en envoyant vos noms, profession et pays à bxl@attac.org

Nous vous engageons à participer à cette campagne « 2001. Europe : Tobin tout de suite ! » qui se clôturera à la mi-janvier 2002 par un grand événement national à la fois rendez-vous politique et festif. Banques, sociétés de compensation des transactions, députés, ministres et représentants européens font tous partie des cibles privilégiées de cette campagne qui doit aboutir à des prises de position claire et des avancées dans les domaines de la régulation des transactions financières.

A noter que la dictature des marchés ne s'arrête pas aux seules bourses et aux salles de transaction. Elle nous atteint dans notre vie de tous les jours. A Paris le 9 juin se déroulera une manifestation à partir de la place de la République en solidarité avec les personnes licenciées des différentes entreprises pour convenance boursière, en particulier ceux de Danone-Lu. Si vous voulez retrouver ATTAC dans cette manifestation, rendez-vous à 13h30 place de la République au coin du magasin Tati.

Rencontre avec le directeur de cabinet du premier ministre.

Par ATTAC France

A la demande d'Olivier Schrameck, directeur de cabinet de Lionel Jospin, une délégation d'ATTAC a été reçue à l'Hôtel de Matignon le 6 juin, de 9 h 30 à 11 h 30. ATTAC était représentée par Bernard Cassen, président, Susan George et François Dufour, vice-présidents, Pierre Tartakowsky, secrétaire général, Bernard Ginisty, trésorier et Christophe Aguiton, chargé des relations internationales. Olivier Schrameck était assisté de Pierre Duquenne, chargé des questions économiques et financières, et de Jean-Pierre Filiu, conseiller technique à la cellule diplomatique du premier ministre.

Après un exposé liminaire de Bernard Cassen portant sur l'identité d' ATTAC - mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action -, son fonctionnement, ses objectifs et ses campagnes, son développement international (ainsi que les domaines qui se situent hors de son champ d'intervention), le directeur de cabinet du premier ministre et ses collaborateurs ont défendu la politique du gouvernement, n' acceptant pas qu'elle soit caractérisée comme une mise en ouvre de la mondialisation libérale. Tout en soulignant les difficultés auxquelles Lionel Jospin se heurte - cohabitation, isolement du gouvernement français aux plans européen et international -, ils ont souhaité que cette politique soit mieux connue, fasse l'objet de débats critiques et contradictoires en France.

Les représentants d'ATTAC ont rappelé l'indépendance totale du mouvement par rapport aux partis politiques et à l'exécutif, et souligné qu'il n'était pas dans la nature d'une association comme la nôtre de commenter en permanence l'action gouvernementale ou de se déterminer uniquement par rapport à elle. D'une façon générale, regretté la frilosité du gouvernement français dans la lutte contre la mondialisation libérale, notamment au sein des institutions multilatérales (FMI et Banque mondiale) et de l'Union européenne, et dans les attitudes à prendre contre le nouveau capitalisme actionnarial et les licenciements de convenance boursière. Cette frilosité tranche avec l'émergence d'une prise de conscience planétaire des ravages de la dictature des marchés financiers et de la nécessité de les combattre. Elle se situe donc largement en retrait des nécessités et des attentes du moment.

Les représentants d'ATTAC ont ainsi rappelé que, malgré les assertions de Laurent Fabius, ministre de l'économie et des finances, rencontré il y a un an, il est tout à fait possible techniquement de mettre en ouvre la taxe Tobin au plan européen : le gouvernement français ne doit pas craindre, dans un premier temps, d'être minoritaire au sein des Quinze et de se tourner directement vers les différentes opinions publiques. En aucun cas, contrairement à la suggestion de Lionel Jospin dans son discours sur la mondialisation au Brésil, l'examen de la taxe Tobin ne saurait être confié au FMI dans la mesure où les Etats-Unis y disposent d'une minorité de blocage, ce qui garantit par avance l'enterrement de la mesure. Les représentants d'ATTAC ont insisté sur le fait que le calendrier de ses activités ne se déterminait pas par rapport aux échéances électorales. A cet égard, ATTAC a toujours encouragé ses adhérents à s 'engager dans les débats et les structures - partis et syndicats - qui font vivre la démocratie politique et sociale, mais sans jamais leur subordonner sa propre activité. Dans ce cadre, l'association reste disponible pour toute rencontre avec des membres du gouvernement ou des dirigeants des partis politiques pour leur faire part de ses analyses et de ses propositions..

A une remarque d'Olivier Schrameck tendant à réduire ATTAC a un rôle " tribunicien ", il a été précisé que si l'association développait des analyses critiques sur la mondialisation, elle faisait aussi des propositions concrètes dont elle souhaitait évidemment que chacun, gouvernement compris, se saisisse.

A l'issue de l'entretien, les représentants d'ATTAC ont insisté, dans la conjoncture internationale actuelle, sur le rôle particulier que pourrait jouer la France dans la résistance aux diktats des marchés financiers et des transnationales. L'écho que rencontre notre mouvement dans de nombreux autres pays en constitue un indice, avec, en arrière plan, l'ampleur des mobilisations contre les institutions qui incarnent la mondialisation libérale - dont Gênes, contre le G 8, sera un exemple en juillet prochain - et le considérable impact du Forum social mondial de Porto Alegre : beaucoup de citoyens, partout dans le monde, attendent des gestes et des politiques de rupture. Il ne s'agit donc pas d'accompagner, avec des aménagements à la marge, la mondialisation libérale, d'en corriger les pires effets, et encore moins de lui donner un impossible " visage humain ". Il s'agit au contraire, pour les élus et les gouvernements, de reprendre le terrain qu'ils ont abandonné à la finance et de mettre en ouvre des politiques alternatives.

Le président d'ATTAC a indiqué au directeur de cabinet du premier ministre que, courant janvier, à l'occasion d'un grand événement national, ATTAC fera état publiquement de ses propositions visant à montrer " qu'un autre monde est possible ".

ATTAC France. attacfr@attac.org

Cultures et mondialisation financière.

Par Marjolaine Blanc

Forum du Mercosur sur la diversité culturelle face à la mondialisation de l économie

Un forum sur la diversité culturelle face à la mondialisation économique a été organisé à l initiative de l UNESCO, du ministère de la Culture du Paraguay et de CLACSO (Comisión Latinoamericana de Ciencias Sociales) les 24 et 25 mai 01. Ces deux journées de débats ont réuni à Asunción, Paraguay, les ministres et vice-ministres de la culture des pays du Mercosur ainsi que des écrivains, des économistes et des universitaires des pays membres et des pays associés (Bolivie et Chili). On remarquait en outre la présence des français Bernard Cassen, fondateur d ATTAC et François de Bernard, philosophe.

Ce séminaire était justifié pour plusieurs raisons:

La réunion des ministres de la Culture des pays du Mercosur dans la capitale paraguayenne pour discuter des projets d intégration dans ce domaine.

La proposition de l UNESCO d une « Alliance mondiale pour la diversité culturelle » dans laquelle est réaffirmée la volonté de promouvoir et de préserver la diversité culturelle et de développer la coopération Nord-Sud mais surtout Sud-Sud. Les mesures concrètes proposées dans ce projet permettraient de défendre la diversité culturelle étant entendu que pour cela la volonté des gouvernements d instaurer de nouvelles politiques publiques en matière de culture est indispensable.

Cet événement tombe d autant plus à propos que s approche le sommet des chefs d Etats des pays du Mercosur les 21 et 22 juin prochain à Asunción ; le Paraguay assume jusqu au mois de



juillet la présidence pro-tempore de l'Institution. Il est hélas évident que les thèmes culturels ne seront pas au centre des discussions, il semble cependant que les décideurs politiques prennent peu à peu conscience de l'intérêt grandissant de la société civile de participer à la construction de ce vaste projet d'intégration régionale.

Il est absolument indispensable de soutenir de telles initiatives au moment où l'avenir du Mercosur est incertain et où de nombreux groupes influents-entendons les FTN (firmes transnationales)-envisagent ce bloc régional comme une future « supermaquiladora ». La société civile est encore fragile dans ces pays dont la préoccupation première de la grande majorité de la population n'est ni la politique ni la globalisation de la culture mais la satisfaction des besoins primaires.
Les participants ont exposé leur points de vue au cours des divers thèmes abordés : globalisation et mondialisation de l'économie, diversité culturelle et linguistique face à la mondialisation de l'économie, impact des nouvelles technologies dans la production culturelle, identité culturelle et standardisation des symboles, l'éducation et les moyens de communications dans un contexte de globalisation et la culture de l'Amérique au 21e siècle. Les intervenants ont su ne pas se cantonner à une vision manichéenne (pour ou contre la mondialisation) et ainsi donner plus de substance à des réflexions très souvent pragmatiques enrichies d'autre part par les interventions pertinentes du public. On déplorera cependant l'absence de femmes dans le panel d'invités (aucune n'avait pu se déplacer).

Les approches ont été plurielles cependant un consensus général s'est détaché : la culture ne peut pas être réguler par le marché. De trop nombreux exemples notamment dans le domaine de la musique et du cinéma apportent la preuve qu'une fois encore seul le profit importe aux FTN. Leur attitude est d'autant plus perverse que par un tour de passe-passe marketing, elles voudraient nous faire croire qu'elles encouragent le métissage culturel alors que tout ce dont il s'agit c'est de la globalisation d'une culture unique, du nivellement des différentes cultures vers le bas, de l'annihilation et de la disparition des coutumes, habitudes, danses, rites et cuisines qui font la richesse de notre monde. L'UNESCO estime que des 6000 langues parlées dans le monde aujourd'hui, 90 % cesseront d'exister au cours de ce siècle.

La démocratisation de l'accès aux biens culturels se fait aux dépens du contenu, l'offre de ce « types de biens » est de plus en plus réduite. En 1995, une enquête révélait que dans les vidéos-clubs en Amérique Latine, les films étaient pour 70 à 90 % en provenance des Etats-Unis. L'Amérique Latine ne contribue que pour 0,8% aux exportations de biens culturels ; la présence sur le marché de tel ou tel bien culturel ne répond qu'aux intérêts économiques et à l'opportunisme des FTN. Il est clair que dans une politique de recherche de marges bénéficiaires toujours plus gargantuesques, créer un goût unique en matière de culture à grand renfort de publicité n'est pas surprenant, ce qui est aussi favoriser par la forte concentration dans ce secteur (production, distribution). La privatisation croissante de l'éducation supérieure a par ailleurs été abordée, le phénomène tend à se développer et dans le cas du Paraguay, il existe à l'heure actuelle une université publique et neuf privées ce qui creuse chaque jour un peu plus le fossé entre une classe minoritaire privilégiée et une classe majoritaire qui n'a que peu de perspectives de formation. A plusieurs reprises, il a été mis en relief que les nouvelles technologies de l'information et des communications (NTIC) sont des outils qui facilitent la dispersion d'un mode de pensée unique c'est pourquoi il faut attirer l'attention des utilisateurs sur la globalisation de la culture qui est en route. La diversité culturelle doit être défendue vigoureusement puisqu'elle contribue à la construction de l'identité de chaque être humain.

Plusieurs points positifs sont à mettre en relief : ce séminaire a permis d'une part la comparaison des arguments d'intellectuels et d'hommes politiques ce qui est encore trop souvent rare dans la région et d'autre part un échange d'idées de personnes confrontées à différents niveaux à la problématique de la diversité culturelle face à la mondialisation. La rédaction d'un mémoire qui rassemble les interventions de tous les participants et qui sera remis à M. Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO montre par ailleurs une volonté de soumettre des éléments de réflexion et des alternatives concrètes au modèle qui tend à dominer à savoir la « marchandisation » de la culture. J'attire d'autre part votre attention sur la situation au sein des pays du Mercosur qui est critique, le Paraguay est soumis à la dictature des marchés du Nord où sont fixés les prix du soja et du coton ses deux principales exportations (50% du total), le Brésil traverse une crise énergétique qui l'oblige à rationner l'utilisation de l'électricité. L'Uruguay et l'Argentine combattent



la fièvre aphteuse difficilement, sans compter que Buenos Aires ne voit pas la fin du tunnel malgré les remèdes miracles prescrits par son superman ministre de l'économie. Les raisons de cette « débandade » économique sont multiples : les politiques du FMI, de la BM et de la BID ont encore une fois montré leur défaut et les conséquences s'imposent d'elles-mêmes. Au Paraguay, la croissance du PIB a été de –0,4 en 1998, 0,5 en 1999 et –0,4 en 2000, quant au PIB/habitant il ne cesse de décroître, en 1998 –3%, en 99 –2,1% et en 2000 – 3%, un pouvoir corrompu et habitué au clientélisme obscurcit un peu plus un tableau déjà sombre.

Marjolaine Blanc.

Brèves d'OMC

Par omc.marseille@attac.org

A- Démantèlement du système pakistanais de soutien agricole contre un pret de 300 M$ de la Banque Mondiale

Mettre fin au soutien de ses prix agricoles était la condition posée par la BM pour l'obtention de ce prêt par le Pakistan. Un autre prêt de 200 M$ par la BDA (Banque Asiatique de Développement) est également lié à des reformes du marché.

Selon le Groupe d'Action pour une Agriculture Durable, coalition de groupements pour les droits paysans, ces plans "seront un coup sérieux porté à la population à 70 % rurale qui dépend uniquement de l'agriculture". Il s'est fermement élevé contre l'absence d'implication gouvernementale dans la décision de libéralisation agricole. Selon certains, ces plans pourraient conduire au déplacement de 30 millions de paysans.

B- Lancement d'un nouveau round : "Rien n'est joué" (M.Moore à la réunion de l'OCDE)

Alors que les Ministres de l'OCDE réitéraient leur engagement pour le lancement d'un nouveau Round et que Lamy saluait le "soutien généreux" de Zoellick, M.Moore rappelait que "Le lancement d'un nouveau ne pourrait être envisagé que si les problèmes de développement étaient abordés d'une manière qui donne satisfaction à ceux qui sont laissés pour compte".

C- Le différend UE-USA sur le régime fiscal des Sociétés US à l'Etranger (FSC) pourrait bientôt exploser.

"Ce serait comme utiliser l'arme nucléaire contre le système commercial multilatéral" (Déclaration de R.Zoellick devant le Parlement européen le 15/05). L'UE a demandé à l'ORD l'autorisation de suspendre les concessions commerciales pour un montant de 4.43 Mds$ (ce régime étant considéré comme subventionnant par ses réductions d'impôts les entreprises US utilisant des entreprises commerciales off-shore de quelques 4 Mds$ par an).

D- Les USA accusent la Chambre d'Appel de l'ORD de créer de nouvelles obligations.

Dans le différend avec l'Australie/Nouvelle-Zélande (mesure de sauvegarde contre les importations d'agneaux de ces pays pour laquelle elle vient d'être condamné en appel), la représentante US à Genève accuse la Chambre de créer de "nouvelles obligations" non contenues dans le dispositif de sauvegarde de l'OMC. Ayant tout d'abord fait des concessions commerciales, les USA estimaient qu'ils "pouvaient prendre en toute confiance des mesures temporaires pour aider leurs industries" et que les mesures de sauvegarde étaient un des "éléments critiques de l'équilibre général entre droits et obligations selon les accords de l'OMC".

E- Signature pour mettre hors la loi des 12 principaux polluants toxiques.

La Convention de Stockholm sur les Polluants organiques Persistants (dont le DDT et la dioxine) doit être signée par 120 Etats dont les USA; Pour ces derniers, le coût de la mise en pratique de cette Convention est bien moindre que celui du Protocole de Kyoto sur les changements climatiques qu'ils ont refusé de signer. La plupart de ces polluants sont en effet déjà interdits aux USA.

F- L'Université commerciale mondiale a été lancée à la 3° Conférence des Nations Unis sur les PMA:

Elle est destinée à promouvoir le système commercial multilatéral auprès des entrepreneurs et des décideurs politiques des PMA, PVD et économies en transition. Ayant son siège à Toronto, elle ouvrira des campus en Afrique et en Asie.

G- Enquête d'opinion sur la mondialisation :

Cette enquête réalisée par visite ou téléphone dans 20 pays représentant 65 % de la


attac

population mondiale montre que 26 % pensent que la mondialisation n'est pas bonne pour eux, 55 % qu'elle peut leur apporter quelque chose de favorable (dont seulement 10 % fortement convaincu dans ce sens), 19 % ne se prononçant pas Une majorité de l'échantillon pense également qu'elle sera nuisible à leur culture nationale (facteur attirant le plus de réactions négatives - 25 % de très convaincus; 33 % supplémentaires pensant que cela est probable), que la protection des droits humains (39 %) et environnementaux (27 %) sont les priorités à des contrôles internationaux plus stricts, suivis des droits sociaux (10 %) avant le commerce international (7 %) et les investissements. Il n'y a que 1 % de sondés à avoir estimé qu'aucun de ces secteurs ne méritait davantage de contrôles.

On constate en outre un rejet de l'autorité traditionnelle; Une forte majorité (65 %) préfère placer sa confiance dans les ONG (un nombre légèrement moins important (58 %) dans les communautés religieuses - 81 % des Américains chez qui les Eglises précèdent les ONG). Les gouvernements nationaux (45 %) et les transnationales (42 %) se retrouvent considérablement plus bas dans le classement en ce qui concerne la confiance qu'on leur accorde. (Ce sont les Européens et les Latino-Américains qui ont le moins confiance en eux, les Nord-Américains (60 % env.) étant ceux qui expriment la plus grande confiance). Contrairement aux gouvernements, ce sont les jeunes, les mieux éduqués et disposant d'un revenu élevé qui leur font le plus confiance.

Des changements fondamentaux tant dans le processus que dans le contenu de l'agenda de la mondialisation seront nécessaires pour lui regagner le soutien populaire.

(enquête réalisée sur un échantillon de 1 000 adultes par pays entre décembre 2000 et Janvier 2001)

Groupe de travail « Traités internationaux ».
omc.marseille@attac.org

La disparition des papillons

Par Alberto Chavarro

LA MARIPOSA MONARCA OU LA DISPARITION DES PAPILLONS

En 20 ans, plus de 13 mille hectares de forêts qui étaient le sanctuaire du papillon Monarque ont été détruits dans l'Etat du Michoacan, ce qui met en péril l'existence de cette espèce de papillons, le mariposa monarca, qui trouvait là son espace de refuge.

La conquête et le processus de domination d'un monde sur d'autres sociétés, d'une vision du monde sur d'autres cosmovisions prennent différentes formes qui, toutes, concourent à la même fin : l'élimination des cultures. J'entends par culture l'ensemble des mœurs ou comportements sociaux qui définit une société donnée. Ce mouvement général d'unification des mœurs par élimination de modes de vie différents caractérise notre temps. Le sous commandant Marcos, de l'armée zapatiste de libération nationale, inspiré par la résistance indigène au Chiapas, parle à cette occasion de "la guerre mondiale menée contre l'humanité". Ce fait n'a pas encore été retenu par les analystes de notre époque, ce qui n'a rien d'étonnant.

Il ne s'agit pas d'une guerre classique, genre 14-18, menée entre deux ou plusieurs nations ennemies au cours de laquelle se massacrent les pauvres au nom des valeurs patriotiques, et qui se trouve, dans une certaine mesure, contenue par des règles, c'est à dire par le respect mutuel que se portent les officiers des deux camps, qui se reconnaissent comme issus du même monde.

Il ne s'agit pas non plus d'une guerre idéologique qui opposent deux conceptions différentes de l'Etat et dont le front est plus diffus même si cette guerre idéologique a pu apparaître comme la confrontation entre deux blocs. Elle a commencé avec la deuxième guerre mondiale entraînant des massacres importants à l'intérieur même des frontières nationales, en Europe, en Amérique latine, en Asie et en Afrique. Elle connaît, encore aujourd'hui, quelques flambées dans des pays qui ne sont pas encore idéologiquement conformes.

Ce n'est pas à proprement parler une guerre coloniale où une nation bien déterminée part à la conquête de vastes territoires afin de s'approprier les richesses humaines et naturelles que ces terroirs renferment.

Elle s'apparente beaucoup plus à une guerre sociale, une guerre où s'affrontent des conceptions différentes de la vie en société. L'ennemi n'est pas un peuple déterminé, ni une classe déterminée (bourgeoise ou bureaucratique), l'ennemi est celui qui vit autrement, ce n'est pas l'individu isolé, mais l'individu qui, à l'intérieur d'une société dominante, connaît une vie sociale différente,



marginale pourrait-on dire ; c'est l'individu qui vit au sein d'un groupe social où les valeurs communautaires sont encore présentes et fortes.

Ces poches de résistance sont appelées à disparaître, tout simplement parce qu'elles ne sont pas concevables, dans tous les sens du terme, par la société dominante. Les analyses sur l'avancée de l'empire marchand dit occidental, sur ses effets désastreux pour les populations et sur les rejets et résistances que suscite cette avancée, laissent de côté un point qui me paraît essentiel, c'est qu'il s'agit de l'avancée d'un mode de communication, c'est à dire d'un mode de pensée. Nous nous trouvons confrontés à l'hégémonie d'un mode de pensée. Comme tout mode de pensée, celui-ci est effectif c'est à dire éminemment pratique.

Un banquier protestant nord américain ne peut concevoir des mondes différents du sien que comme des mondes archaïques appelés à disparaître par volonté divine ; et la pensée du banquier protestant nord américain, qui a le doux et divin nom de dollar, est une pensée éminemment pratique. Evidemment, le banquier protestant nord américain ou le commerçant cacique d'un village reculé du Mexique ne sont pas les seuls à penser ainsi; le citoyen occidental ordinaire aussi. Tous vivent dans le même monde et sont animés par la même pensée et cette pensée, comme toute pensée, est effective. Le dollar est un mode de pensée hégémonique qui ne tolère pas d'autres modes de pensée.

Dans certaines zones de refuge, à l'intérieur même de la société dominante, les mœurs n'y sont pas encore totalement marchandes et opposent, sans le vouloir le plus souvent, du fait de leur simple existence, une résistance à l'hégémonie des mœurs marchandes. La confrontation est alors tragique. Ce qui est visé est la disparition pure et simple des usages ou coutumes, et leur relégation à l'état de folklore. Le totalitarisme ne reconnaît que le folklore, c'est à dire l'expression insignifiante et inoffensive de ce qui fut jadis une culture ; ce qui est visé est la fin d'un savoir-vivre, la disparition d'une civilisation qui jusque là tournait autour de valeurs qui n'étaient pas nécessairement boursières.

Dans cette guerre qui n'a pas de nom, ce qui est recherché n'est pas tant l'élimination physique des gens (les colons nord américains s'en sont mordu les doigts quand, après avoir massacré les indiens, ils ont dû aller chercher leur main d'œuvre en Afrique, les espagnols aussi), que l'élimination d'un mode de vie, la décomposition progressive d'une vie sociale, laissant les gens en plein désarroi. C'est une guerre faite pour durer sur plusieurs générations, et, si elle a commencé depuis quelques siècles déjà, elle connaît aujourd'hui une accélération brutale.

En général ce génocide social est assez bien accepté, sous le nom d'intégration ou d'aide à l'intégration, par la société civile "occidentale". A ce sujet, le soutien au mouvement zapatiste reste bien ambigu, les rencontres de la société civile au Chiapas, en Espagne et, dernièrement, au Brésil ont surtout contribué à rendre visible cette indifférence devant un génocide social généralisé : entre les habits neufs du maoïsme et l'adaptation accélérée aux valeurs marchandes, il restait peu de place pour la reconnaissance effective d'un mode de vie.

Au Mexique où existent encore des zones ou des territoires qui connaissent une vie sociale qui leur est propre, c'est à dire relativement indépendante de l'Etat et de l'argent, la guerre fait rage. Pour l'instant les peuples indigènes sont trop divisés et dispersés pour représenter une menace réelle; aussi la guerre est-elle plus sournoise et prend-elle de multiples formes : de la culture des stupéfiants à l'exploitation forestière en passant par de nombreux et "grandioses" projets comme le méga-projet de l'isthme de Tehuantepec qui s'inscrit dans un projet encore plus vaste et ambitieux, le Plan Puebla-Panama. Le résultat est le même : la désintégration progressive du tissu social existant. Toutes ces entreprises marchandes sont ressenties comme des agressions par les peuples concernés. L'armée nationale a pour tâche de faire la police, de contenir, d'interdire, et de réprimer avec une extrême brutalité, toute velléité. La culture des stupéfiants s'est étendue dans toutes les régions montagneuses du Mexique, de la Tarahumara, au nord, au Chiapas, au sud-est. Partout elle apporte avec elle une agressivité dans les rapports sociaux jusqu'alors inconnue, ou exceptionnelle.

Récemment, au cours d'une rencontre sur la réforme des élections dans l'Etat de Oaxaca, je discutais avec un chatino ; il me disait que sa culture et sa langue étaient encore bien vivantes dans les trois "municipes" qu'occupent les chatinos dans la région qui s'étend au nord-ouest de Puerto Escondido, mais il ajoutait que le problème le plus crucial qu'ils devaient affronter actuellement était celui de la violence que généraient la culture et le trafic des stupéfiants. Quelques mois auparavant, une



attac

indigène "mixe" m'avait exprimé la même inquiétude, et surtout son désarroi devant ce changement des mœurs à l'intérieur même de sa communauté, devant cette agressivité.

Une autre forme d'agression, dont les effets sur les mœurs ne sont peut-être pas aussi insidieux et visibles que ceux du narcotrafic mais qui sont tout aussi pervers et radicaux, est celle causée par les grands projets, dits de développement, et qui touchent à l'espace vital des communautés. La vie communautaire ne se comprend le plus souvent que dans sa relation harmonieuse avec ce qui l'entoure, avec son environnement, qui est d'ailleurs conçu par la communauté comme un espace spirituel. Lieu des légendes et des mythes, de l'empreinte des dieux, le territoire est l'espace de l'expérience initiale qui nourrit la mémoire historique de la société. Ici le temps et l'espace se conjuguent. Les mayas du Yucatán utilisaient le concept de natte (tapis de paille tressée), pop, "pour désigner leurs juridictions politiques qui sont des lieux où l'espace et le temps se tressent comme dans une natte, conjuguant la dimension spatiale avec la dimension temporelle", écrit Miguel Alberto Bartolomé , et il ajoute : " Dans les codes mixteques la convention pour désigner le territoire est le pictogramme d'une natte. De la même manière, les chontal de Oaxaca se servent du même terme, jlamats, pour désigner la terre et l'année, les englobant dans une même catégorie classificatoire." Le territoire est une construction culturelle.

Il est indubitable que, pour les peuples indigènes, le territoire représente une référence fondamentale à l'intérieur de laquelle s'inscrit l'identité collective. La relation avec la terre est si intime que les variations écologiques déterminent de sensibles différences dans le répertoire culturel d'une même ethnie présente dans des écosystèmes distincts. Dans quelques circonstances, partager le même milieu peut générer des identités qui se recouvrent et qui surpassent la filiation ethnique proprement dite, tel est le cas des chinanteco et des zapoteque de la montagne de Oaxaca qui partagent une même "identité écologique" qu'ils expriment en défendant ensemble leurs forêts.

La terre est un espace polymorphe chargé de significations d'une valeur affective. (Bartolomé 1997)

La destruction de cet espace, par la construction d'un barrage, l'exploitation forestière forcenée, la construction d'une route à grande circulation ont des effets dramatiques sur les communautés qui voient leur vie ancestrale, leurs champs et leurs villages soudain engloutis, leur territoire brutalement coupé en deux, leurs sources taries et le fragile équilibre écologique, auquel elles étaient parvenues, rompu sans la moindre considération. Pourtant la conséquence la plus tragique se situe sur le plan de la pensée; La destruction de l'espace environnant, de cet espace que nous, occidentaux, jugeons comme extérieur à la pensée, comme espace physique, est, dans le même mouvement, destruction d'un espace mental, d'un espace organisé par une pensée. Cette destruction s'accompagne d'une réelle désorientation culturelle, elle bouleverse toute une cosmovision. De Oaxaca à Mexico, l'autoroute traverse des zones désertiques, arides, où ne poussent que des cactus candélabres qui se dressent d'un seul jet sur un terrain calciné. Parfois quand se creuse une vallée plus large et plus profonde où s'accumule la terre, la route traverse alors des régions peuplées qu'elle coupe littéralement en deux, laissant de part et d'autres des moignons de sentiers ou de chemins, brutalement tronçonnés.

Dans la région de Loxicha, avant la tragédie de 1996, l'organisation des communautés avait refusé aux entreprises forestières le droit de couper les arbres et avait cherché à protéger les animaux sauvages et en particulier le cerf. Après l'intervention de l'armée et le retour des caciques tout a changé :

"La première des choses pour défendre la terre mère fut, quand il y avait encore l'organisation communautaire, d'interdire la coupe des arbres ou que les gens se mettent à couper des arbres à tort et à travers; l'autre fut d'interdire de tuer les animaux comme le cerf ou d'autres animaux qui sont maintenant en train de disparaître. Mais avec ce qui nous est arrivé tout cela c'est du passé; l'armée est en permanence ici et la police judiciaire de l'Etat tout ensemble avec les mouchards. Alors, en ce qui concerne ces accords pris en assemblée, ils ne sont plus respectés maintenant qu'ils sont en train de piller le bois et que les animaux sont en train de mourir de faim".

D'une part, la rupture de l'équilibre écologique, du rapport harmonieux qu'une société entretient avec son environnement, est déjà la traduction d'un affaiblissement de la société en question dû à l'intervention de groupes de pouvoir et, d'autre part, la dégradation de l'espace vital a des conséquences sociales immédiates et accélère la décomposition de la société. L'exploitation forestière dans ces régions montagneuses aux pentes abruptes est



dévastatrice. Sous les averses tropicales, l'érosion prend des proportions tragiques, la terre cultivable est ravinée et disparaît en un rien de temps, l'eau n'est plus retenue, les sources se dessèchent, les rivières se tarissent. Les paysans et la communauté perdent leur autonomie et deviennent de plus en plus dépendants du pouvoir -dont ils attendent une aide-, des entrepreneurs et des marchands -dont ils attendent du travail-; L'immigration vers les villes, le nord et les États-Unis s'intensifie. La vie communautaire se dégrade et n'oppose qu'une résistance de plus en plus affaiblie à l'oligarchie commerçante.

Les autorités chontal et zapoteque de la région de l'isthme de Tehuantepec ainsi que des associations comme le Centre des Droits Humains Tepeyac, l'Union des communautés indigènes de la zone nord de l'isthme (UCIZONI), le groupe culturel ikoot Mi Kualaj Xa Kumbaj ont manifesté dernièrement devant l'Organisation Internationale du Travail (OIT) leur détermination à empêcher "un nouvel ethnocide" avec la réalisation du projet trans-isthmique.

"Nous ne permettons pas que nos lieux sacrés soient souillés, nos communautés partagées en deux, nos sources détruites, nos vestiges culturels saccagés ou ensevelis par la dynamite, ou que se rompe le fragile équilibre écologique que nous avons pu conserver," écrivent-ils dans un document intitulé "En defensa de los derechos de los pueblos indios y del medio ambiente" [Pour la défense des peuples indiens et de l'environnement].

Ils y dénoncent les menaces du gouvernement étatique d'exproprier les gens qui s'opposent au passage de la route touristique Oaxaca-Huatulco dont la construction fait partie des projets de l'isthme de Tehuantepec. "Il n'a pas suffi que les peuples indiens de Oaxaca aient toujours pâti des politiques de développement des gouvernements fédéral et étatique, qui ont toujours échoué ou qui ont contribué à l'enrichissement de quelques uns..." et ils citent comme exemple la construction du barrage de Benito Juarez à Jalapa del Marques où l'on a exproprié les gens et noyé le village, et celle des barrages de Cerro de Oro et de Temascal où "les peuples chinanteco et mazateco furent pratiquement pulvérisés" puisqu'ils furent relocalisés dans différents États de la République.

Les communautés indigènes ne sont pas seulement dépossédées de leur territoire, elles sont dépossédées de leur esprit; elles ne sont pas seulement expropriées de leurs terres, elles sont aussi expropriées de leur pensée.

Les projets de développement proposent, eux aussi, une occupation toute religieuse de l'espace même si bien souvent les inspirateurs de ces projets prétendent le contraire. Le Fonds monétaire international comme la Banque mondiale sont conscients de mener, à travers de tels investissements, une politique de conquête religieuse, une croisade, une politique d'évangélisation. C'est leur volonté et leur cosmovision de protestants qu'ils imposent ainsi aux gens, c'est leur mode de pensée qui s'étale, envahit et occupe l'espace, et cette occupation toute religieuse de l'espace prend le pas sur l'occupation traditionnelle et spirituelle des communautés indigènes.

Cette dépendance entre l'univers que l'on dit matériel et l'univers spirituel n'a pas échappée aux peuples mayas de la péninsule du Yucatán : durant une des rebellions anti-coloniales, les insurgés ont tué les vaches et les poules et ont arraché les arbres plantés par les envahisseurs afin d'éradiquer totalement leur présence. Aujourd'hui, ces mêmes mayas continuent à appeler "étrangères" (dzulob) les abeilles apportées par les colonisateurs, après cinq siècles d'apiculture mixte (Bartolomé 1997). Avec le développement des grands projets c'est une vision du monde qui s'installe et prend possession du lieu, un esprit étranger à l'esprit du lieu, dont le centre névralgique se trouve à New-York ou bien à Londres, Paris ou Tokyo. Que lui importe, à cet esprit étranger, l'esprit du lieu, il l'ignore et poursuit son chemin, c'est un esprit totalitaire et conquérant, il se nourrit et se renforce de ses conquêtes.

Il y a deux ans un groupe d'ingénieurs est passé dans différentes communautés chontal de l'isthme. Sans informer personne de leurs travaux, sans demander la permission aux habitants, ils ont érigé de grandes pierres (dans le but de faciliter par des repères la lecture des photos aériennes), puis ils sont repartis comme ils sont venus, laissant les gens dans l'expectative. Lorsque, plusieurs mois plus tard, les habitants furent mis au courant par l'Institut national des affaires indigènes (INI) du projet de construction d'une route à grande circulation, personne n'a daigné répondre à leur demande d'informations plus complètes.

"Nous sommes préoccupés par les repères du tracé de la route à grande circulation Oaxaca-Huatulco. Le fait de ne pas avoir consulté les



habitants et le voisinage est un comportement abusif. Nous exprimons publiquement le mécontentement de tous les habitants pour ces façons de faire. Nous ferons valoir nos droits afin que soit respectée la dignité du peuple". (San Pablo Topiltepec, Procès verbal de l'Assemblée du 07/09/97)

"Nous sommes préoccupés par cette situation et en même temps NOUS NOUS OPPOSONS à la réalisation ou exécution du dit projet ici mentionné du fait que nos terrains comptent beaucoup de sources, d'oiseaux et d'arbres et pour tout ce qui se réfère à la flore, à la faune, c'est une zone où vivent toutes sortes d'animaux sylvestres et où tous les êtres vivants, aussi bien les animaux que les êtres humains, s'alimentent.

... Nous NE sommes PAS d'accord car, alors que nous, nous avons des terrains bien soignés pour que ne se détruisent pas toutes les choses qui s'y produisent... (et tout cela) sans que l'on nous avise du pourquoi et quel est le motif invoqué selon lequel ils prétendent faire quelque chose que protège la Loi Générale de l'Équilibre Écologique et la Loi des Forêts. Et le plus grave, c'est que l'on veut le faire SANS NOTRE PERMISSION... "(Les autorités de San Pedro Leapi, Santo Domingo Lachivitó, Santo Tomàs Quieri, San Baltazar Laguna, San Francisco Guichina, El Camarón Nejapa, le 31/08/99).

Nous pourrions penser que le silence obstiné des instances officielles fait partie d'une stratégie : rendre irréversible l'exécution du projet. Quand les gens se rendront compte de ce qui leur arrive, il sera trop tard. Il y a évidemment cette volonté de mettre les gens devant le fait accompli. Murat, le gouverneur de l'Etat de Oaxaca, donne actuellement un coup d'accélérateur aux travaux afin de prendre l'opposition au projet de vitesse et de mettre le prochain gouvernement dans l'obligation de conclure. "No hay vuelta de hoja" (Pas de moyen de revenir en arrière), dit-il. Je pense cependant que derrière cette stratégie, se trouve tapi le mépris instinctif, du grand marchand au petit fonctionnaire, à l'égard des indigènes. Pour la conscience marchande universelle comme pour la conscience étatique du petit fonctionnaire métis, les indigènes sont une parenthèse, tout juste tolérée, dans le meilleur des mondes possibles. Gens en sursis, ils n'ont pas leur mot à dire sur l'avenir d'un monde qui n'est déjà plus leur monde.

Finalement une telle attitude n'est pas très stratégique car les gens s'inquiètent de ce qui se trame ainsi derrière leur dos et l'opposition au projet se nourrit de l'angoisse générée par le silence ou par l'absence d'informations précises.

Au début des années 90, le peuple nahua d'Alto Balsas, au Guerrero, s'était inquiété, lui aussi, du silence des ingénieurs des Ponts et Chaussées venus prendre des mesures dans leur vallée surchauffée. Les habitants ont fini par apprendre qu'il s'agissait d'un projet de construction d'un nouveau barrage. Ils se sont alors organisés pour s'opposer à la réalisation de ce projet, ils ont créé tout un réseau très actif de soutien, dans la capitale du pays et jusqu'aux États-Unis, grâce à la complicité des émigrés nahua. Cette résistance obstinée a porté ses fruits et, pour l'instant, le projet est enterré et les villages nahua le long du rio Balsas ne sont pas inondés. Les liens forgés par cette opposition au barrage sont à l'origine du Consejo Guerrerense "500 años de Resistencia Indígena, Negra y Popular" qui regroupe les délégués des quatre nations indigènes qui vivent dans l'Etat du Guerrero :

Jusqu'alors le gouvernement avait profité de l'isolement social des communautés indigènes, dispersées dans les montagnes, retranchées dans des vallées perdues, de leur division aussi, de leurs multiples et inextricables conflits locaux. Il avait su jouer de cette dispersion, de cet isolement, de cette division pour imposer ses vues et ses raisons. Il existe dans tout le Mexique plus de 56 peuples indigènes (une soixantaine si l'on compte les peuples venus du Guatemala fuyant la persécution), parlant des langues différentes. Actuellement 10 nations indigènes habitent l'isthme de Tehuantepec : Mixe, Zoque, Zapoteco, Nahua, Popoluca, Chontal, Huave (Ikoot), Mixteco, Chinanteco et Tzotzil.

Les Mixe, les Popoluca et les Zoque sont les peuples les plus anciens, leur présence dans l'isthme se perd dans la nuit des temps. Les Huave et les Chontal sont arrivés il y a 600 ans à peu près et les zapotèques sont venus des vallées centrales de Oaxaca il y a 550 ans environ. Les Mixteque, les Tzotzil et les Chinanteco se sont installés ici depuis peu, à peine 30 ans, les uns cherchant des terres et les autres déplacés du fait de la construction de barrages sur leurs territoires historiques. La multiplicité des peuples concernés par le mégaprojet de l'isthme et qui ne s'entendent pas toujours bien entre eux, qui parlent des langues différentes, qui ont une culture différente, un passé différent, des coutumes différentes, joue en faveur du gouvernement et



des entreprises multinationales intéressées. Cependant deux autres facteurs jouent contre l Etat: la fin de l'isolement social des peuples indigènes et la tradition de lutte et de résistance des peuples de l'isthme.

Depuis le soulèvement zapatiste en 1994 de las cañadas et de los altos dans l Etat du Chiapas, s'est fait jour ce que nous pourrions définir comme une conscience de soi (collective) des peuples indiens du Mexique, qui s'est principalement exprimée lors des accords de San Andrés sur les droits et la culture des peuples indigènes. Ces accords, jamais appliqués par le gouvernement qui les a signés, sont devenus par la suite la revendication centrale et unitaire des différentes organisations et ont donné corps à ce qu'il est convenu d'appeler le mouvement indigène.

Cependant l'unité est loin d'être réalisée et la solidarité loin d'être effective ; Le gouvernement mexicain, qui a un sens aigu du danger, a fait feu de tout bois, jouant sur les rivalités internes, les intérêts et les revendications particulières, les ambitions personnelles et les idéologies contradictoires (qui vont en général de pair avec les ambitions personnelles) pour empêcher coûte que coûte que se constitue un mouvement indigène soudé autour de quelques valeurs fondamentales. Pour l'instant, le mouvement indigène s'exprime à travers de multiples associations et organisations; Certaines prennent racines dans la vie communautaire et paysanne et proposent une organisation des communautés en vue d'une autonomie plus large, municipale ou régionale ; D'autres touchent à des domaines plus généraux comme l'artisanat, le droit, l'éducation, la santé et la médecine traditionnelle, la culture, le développement dans le cadre de projets alternatifs...

De la collaboration active à la résistance obstinée, les stratégies sont variées mais cet enchevêtrement d'associations rend compte de la vitalité du mouvement indigène qui, le plus souvent, est amené à se définir dans son rapport à l Etat. Le mouvement indigène, ou l'alliance des cultures, représente à mon sens la seule alternative possible, quoique désespérée, à l'hégémonie marchande. C'est la lutte des cultures contre le totalitarisme. Les cultures ne sont jamais totalement défaites bien que le totalitarisme se nourrisse de leur décomposition. Quelque chose subsiste, le sens d'une relation horizontale, et qui tente de se reconstruire après l'effroi. Le monde marchand ne présente absolument plus aucun intérêt d'un point de vue humain, si jamais il en a eu un. C'est un cadavre dont la décomposition va générer de plus en plus de violence, de désastres et de catastrophes. Il a déjà entraîné dans sa ruine beaucoup de peuples, il en entraînera d'autres.

"Quand je partageais la vie des cruzòob, (société maya qui s'est construite dans la résistance à l'étranger au cours de la guerre des Castes dans la péninsule du Yucatán), écrit Alberto Bartolomé, j'ai demandé au général Juan Bautista Roo la possibilité d'enregistrer certaines pratiques culturelles, prétextant que les jeunes ont tendance à oublier les traditions et qu'il arrivera un jour où celles-ci seront perdues. Le général m'a alors répondu que mon effort serait inutile car le jour où ces traditions disparaîtront ce sera la fin du monde."

Alberto Chavarro

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/rdv/> (sélectionner le pays pour trouver les rendez-vous)

Vendredi : ES : MADRID – FR : LILLE – JONZAC – CHALAIS – CHATEAU THIERRY

Samedi : BE : BRUXELLES – NAMUR – ES : MADRID – FR : Etonnant Paradis ANDORRE – Etonnants Paradis JERSEY – Paris (manifestation) – NICE – PARIS 11 – OISSEL – GRENOBLE – MONTIER EN DER – PAU – BLANZAC – ST CYR EN VAL - CAEN

Dimanche : ES : MADRID – FR : PARIS 14 – PARIS 11 – CHATEAUBRIANT

Lundi : FR : ANNEMASSE – CHATELLERAULT – EVREUX – BAGNOLS – ROCHEFORT – SOYAUX – NANCY - CLISSON

Mardi : BE : BRUXELLES – ES : MADRID – FR: ANTIBES – AIX EN PROVENCE – IVRY SUR SEINE – NIMES – CONFLANS – CHALONS EN CHAMPAGNE – PARIS 15 - POITIERS